

COORDINATION DES ACTIONS DE COHESION SOCIALE DE LA VILLE DE BRUXELLES

RAPPORT ANNUEL 2020

SYNTHESE DES RAPPORTS ANNUELS ASSOCIATIFS DES PROJETS DE COHESION SOCIALE

Globalement, le contrat communal dessert 45 actions prioritaires. 26 actions de soutien scolaire (58% des actions globales), 15 actions Alpha/Fle (33% des actions globales), 4 actions de vivre-ensemble (outil à vocation socioculturelle) et 2 actions de vivre-ensemble (sensibilisation à l'interculturalité).

La *Circulaire ministérielle relative aux procédures d'évaluation de la politique de Cohésion sociale 2016-2020* institue les modalités « d'évaluation minimale » en matière de Cohésion sociale. En 2020, les associations et la Coordination locale étaient tenues de rendre un rapport limité à quatre questions liées directement « crise sanitaire » :

1. Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées liées au contexte de la crise sanitaire pour mener à bien vos actions de Cohésion sociale ?

2. Qu'avez-vous mis en place pour tenter de dépasser ces difficultés ? Avez-vous identifié des besoins nouveaux au sein de votre public en raison du contexte ? Qu'avez-vous mis en place pour tenter d'y répondre ?

3. Pour les asbl qui ont bénéficié d'une subvention exceptionnelle dans le cadre du FONDS COVID19, expliquez en quoi ces mesures ont apporté une plus-value à votre projet de cohésion sociale ? Qu'avez-vous mis en place concrètement? Expliquez

3.1 Subvention exceptionnelle de 14.469,00 € pour le renforcement de la priorité 1 « soutien et accompagnement à la scolarité.

3.2 Subvention exceptionnelle pour le renforcement des NTIC.

- En quoi le matériel informatique acheté a-t-il pu répondre aux besoins des bénéficiaires ?

- Est-ce que des besoins en termes de formations des animateurs/formateurs et/ou du public ont été identifiés ? Si oui, avez-vous identifié un organisme de formation qui permettrait de répondre à ce besoin? Si oui lequel ? Avez-vous déjà suivi une formation avec cet organisme ?

4. Outre les mesures prises par le Collège de la COCOF ? Avez-vous des recommandations à nous formuler ?

1. *Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées liées au contexte de la crise sanitaire pour mener à bien vos actions de Cohésion sociale ?*

Soutien scolaire (P1) : Plus de 147 difficultés ont été recensés par les opérateurs de soutien scolaire cette année. Cinq catégories de difficultés rassemblent un peu moins de deux tiers des difficultés rapportées : *jeunesse, décrochage scolaire et vulnérabilité* (26 énoncés), *fracture numérique* (24 énoncés), *mesures sanitaires contraignantes* (14 énoncés), *anxiété, santé mentale et lien social fragilisé* (14 énoncés), *fermeture des locaux et suspension des activités* (12 énoncés). Ces constats recourent les enseignements tirés de l'état des lieux des projets de Cohésion sociale et Fipi réalisé en mai 2020 par la Coordination locale où décrochage scolaire et fracture numérique participaient d'obstacles incontournables sur le terrain. Le rapportage actuel conforte l'idée d'une jeunesse communale particulièrement fragilisée par la pandémie tant au niveau psychologique qu'au regard d'une absence d'alternative à l'endroit d'un décrochage scolaire subi autant par les responsables associatifs que les familles.

Fle-Alphabétisation (P2) : 61 difficultés ont été recensés par les opérateurs Fle/Alphabétisation. Recoupant largement les constats émis par les opérateurs de soutien scolaire, quatre catégories de difficultés rassemblent un peu moins de deux tiers des difficultés : *fracture numérique* (15 énoncés), *fermeture des locaux et suspension des activités* (9 énoncés), *difficultés financières, de communication et d'organisation* (9 énoncés) et *reconversion des activités en distanciel* (5 énoncés). Si les contraintes liées aux mesures sanitaires ont été plus fortement ressenties par les opérateurs de soutien scolaire, notamment à l'endroit d'une adaptation des activités Jeunesse à des normes sanitaires spartiates ; les opérateurs de cours Alpha/Fle marquent davantage le manque d'infrastructures et locaux adaptés à la mise en œuvre des normes de distanciation sociale.

2. *Qu'avez-vous mis en place pour tenter de dépasser ces difficultés ? Avez-vous identifié des besoins nouveaux au sein de votre public en raison du contexte ? Qu'avez-vous mis en place pour tenter d'y répondre ?*

Soutien scolaire (P1) : Globalement, pour surmonter leurs difficultés, les opérateurs de soutien scolaire ont recours à une série d'actions qu'on peut regrouper dans 20 catégories : *action de sensibilisation* (1 énoncé), *action de soutien parental* (11 énoncés), *action orientée vers la prise en charge d'un groupe spécifique* (3 énoncés), *adaptations des groupes et pratiques aux mesures sanitaires* (14 énoncés), *aide matérielle ou pédagogique* (7 énoncés), *approche ou suivi individuel* (8 énoncés), *atelier d'écriture et action citoyenne* (2 énoncés), *dialogue et soutien psychologique* (8 énoncés), *disposition infrastructure et nouveaux locaux* (2 énoncés), *état des lieux, intervision ou reconversion méthodologique des pratiques* (7 énoncés), *extension ou adaptation des heures d'ouverture* (3 énoncés), *lutte contre la fracture numérique* (24 énoncés), *offre de cours supplémentaires : remédiation, module, atelier* (11 énoncés), *appui sur un outil pédagogique spécifique* (1 énoncé), *partenariat de projet ou recours à une aide extérieure* (7 énoncés), *permanence sociale* (6 énoncés), *reconversion distancielle des cours et pratiques* (8 énoncés), *recours à la formation et au télétravail* (7 énoncés), *recours à la visioconférence et aux multimédias* (7 énoncés), *renforcement ressources humaines* (2 énoncés), *achat de matériel sanitaire* (1 énoncé), *recours aux sorties extérieures* (trois énoncés).

Fle-Alphabétisation (P2) : dans le même sens que le soutien scolaire, les opérateurs Fle-alphabétisation tentent de surmonter leurs difficultés en s'appuyant sur une quinzaine de catégories d'action : *action de soutien parental* (1 énoncé), *action orientée vers un groupe spécifique* (2 énoncés), *aide matérielle et pédagogique* (2 énoncés), *approche et suivi individuel* (7 énoncés), *atelier écriture et action citoyenne* (2 énoncés),

partenariat de projet ou recours à une aide extérieure (2 énoncés), dialogue et soutien psychologique (3 énoncés), disposition infrastructure et locaux (2 énoncés), empowerment et renforcement des capacités des publics (2 énoncés), état des lieux, intervision, reconversion méthodologique des pratiques (2 énoncés), extension ou adaptation heures d'ouverture (2 énoncés), lutte contre la fracture numérique (14 énoncés), permanence sociale (6 énoncés), reconversion distancielle des cours et pratiques (9 énoncés), recours à la formation ou au télétravail (4 énoncés), recours à la visioconférence et aux multimédias (10 énoncés), renforcement ressources humaines (1 énoncé).

Vivre ensemble (P4A-P4B) : quatre membres-opérateurs développent des actions de vivre-ensemble sur le territoire communal. Deux projets de production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle, deux projets de sensibilisation à l'interculturalité.

a) Le projet « Théâtre et vivre ensemble » regroupe des jeunes du quartier Annessens autour de productions scéniques, rencontres, présentations publiques ou fêtes de quartier.

b) Le projet « Médiacité » est une initiative socio-artistique et citoyenne menée par quelques adolescents d'Annessens dans l'objectif de stimuler le débat critique, initier ces jeunes à la photographie et aux techniques audiovisuelles

c) Le projet « Dimanche à la maison » : un dimanche après-midi tous les deux mois, le Centre culturel BXL Nord Maison de la création permet aux familles de Laeken de se retrouver dans un espace-temps où il sera possible de se détendre, participer à des ateliers d'expression artistique, jouer, assister à un spectacle...

d) Un projet d'initiation au dialogue interculturel, de sensibilisation citoyenne développés autour d'activités diverses : Festival Marolles Ma DiverCité, théâtre, actions citoyennes.

Difficultés rencontrées : avec la fermeture des centres culturels, l'interdiction des rassemblements dans l'espace public, les projets de vivre ensemble ont été contraints de suspendre leurs activités ou de se réinventer.

Globalement, ces actions ont été confrontées aux difficultés suivantes : cas de covid avérés, fermeture des centres culturels, ateliers théâtre interrompus par le confinement, jeunesse éprouvée par la fermeture du secteur culturel, prise dans les théories du complot, frictions entre jeunes et policiers, difficile adaptation des jeunes au travail distancielle (lassitude, essoufflement, manque de compétences techniques), délaissement de la culture en contexte de pandémie, communication compliquée avec le public : fidélisation, déplacements, présence aux événements maintenus...

Alternatives apportées aux difficultés rencontrées : pour surmonter leurs difficultés les opérateurs de projets de vivre ensemble ont dû se réinventer : réalisation de capsules vidéo postés sur les réseaux sociaux, ateliers d'écriture, réinvestissement de l'espace public (concerts organisés à l'extérieur, collectes de créations plastiques : exposition), tours hebdomadaires des associations du quartiers pour prendre des nouvelles, usage des réseaux sociaux pour communiquer, ateliers orientés spécifiquement sur le public de 12 ans, recherche de nouveaux partenaires, suivi individuel des jeunes en décrochage scolaire, médiation et dialogue avec la police, théâtre poursuivi en visioconférence, sensibilisation à la désinformation...

Besoins exprimés par les opérateurs communaux : malgré les subventions exceptionnelles libérées par la Cocof, globalement fort appréciés par les membres-opérateurs, certains besoins

n'ont pas trouvé de réponse sur le terrain : besoin de locaux spacieux et adaptés aux mesures sanitaires, de matériel informatique et de formations aux technologies numériques, d'un espace de travail calme à la maison, de permanences sociales, de remettre sur pied des activités présentesielles, d'une collaboration plus forte entre l'école et les opérateurs de terrain, de soutenir la jeunesse (encadrement scolaire, activités culturelles, santé psychologique), d'un soutien économique et alimentaire aux familles précaires, de renforcer les activités extrascolaires pour enfants, de resocialiser les adultes, de sensibiliser les autorités publiques à l'exploitation au travail...

3. Pour les asbl qui ont bénéficié d'une subvention exceptionnelle dans le cadre du fonds Covid19, expliquez en quoi ces mesures ont apporté une plus-value à votre projet de cohésion sociale ?

- La subvention extraordinaire de 1.137,77 euros (Arrêté 2020/751) a servi essentiellement à l'achat de petites fournitures, de matériel hygiénique et sanitaire.

- La subvention attendant à l'appel à projets « renforcement de la Cohésion sociale » (Arrêté 2020/1076) a soutenu 14 initiatives associatives autour de trois priorités : lutte contre le décrochage scolaire, lutte contre la fracture numérique, renforcement permanence sociale et projet de cohésion sociale.

- La subvention extraordinaire de 14.469 euros (Arrêté 2020/1376) octroyés aux seuls opérateurs de projets de soutien scolaire a surtout été utilisée pour renforcer les ressources humaines.

- La subvention de 3.000 à 10.000 euros octroyée pour le renforcement des nouvelles technologies de l'information et de la communication : NTIC (Arrêté 2020/1375) a été essentiellement utilisée pour l'achat de matériel informatique et la lutte contre la fracture numérique.

4. Est-ce que des besoins en termes de formations des animateurs/ formateurs/ ou du public ont été identifiés ? Si oui, avez-vous identifié un organisme de formation qui permettrait de répondre à ce besoin ?

En termes de formation, sans grande surprise, le renforcement des compétences pour lutter contre la fracture numérique est fortement attendu sur le terrain. Concrètement, des formations au travail distanciel, au travail avec des publics alpha, aux applications et plateformes numériques, en traitement de texte, au matériel bureautique, répertoire des organismes formant aux technologies numériques, dérive et danger du numérique, addiction aux écrans mais aussi des formations en management, pédagogie participative, supervision des bonnes pratiques associatives et accompagnement à l'auto-formation sont attendues dans le secteur.

4. Outre les mesures prises par le Collège de la Cocof, avez-vous des recommandations à nous formuler ?

Les recommandations formulées par les opérateurs associatifs aux autorités subsidiaires sont de trois types.

- **Actions renforçant les compétences et une meilleure coopération dans le secteur :** échanges de bonnes pratiques et visioconférences collectives, recensement de l'offre de formation aux technologies numériques, recensement des espaces publics numériques, initiative commune rassemblant les membres du secteur social, socioculturel et de l'enseignement pour une gestion efficiente de la crise sanitaire, concertations virtuelles rassemblant habitants, professionnels autour d'échanges sur leurs expériences personnelles, soutien logistique et méthodologique des opérateurs

au travers la mise en place de comités de concertations, coordonner et mutualiser davantage les ressources disponibles (espace et locaux)...

- **Mesures adaptés à la crise sanitaire** : soutenir les publics précaires devant la fracture numérique et l'aide sociale, augmenter les moyens financiers vers le secteur pour garantir l'égalité des chances, transformer les lignes financières liées aux covid (subventions extraordinaires) en subsides structurels, projet (P4) : utilisation des ressources non utilisées pour financer des initiatives adaptées aux réglementations en vigueur, alléger la surcharge administrative liée à la remise des dossiers justificatifs, soutien économique et alimentaire des familles précaires en milieu populaire, élargissement du domaine d'activité des titres-services vers le nettoyage des locaux associatifs, maintien du personnel subsidié pendant la période de crise sanitaire pour consolider le travail associatif, assouplissement de la Cocof à l'égard des exigences administratives et la nature des dépenses effectuées...

- **Lacunes dispositif Cohésion sociale** : collaboration plus forte et soutenue entre écoles et associations, nécessité de maintenir la formation des adultes dans une offre combinant travail distancié et présentiel, constitution d'une plateforme mettant des détachés mobiles et compétents financés par la Cocof à la disposition des associations (surcharge de travail), désignation d'un porte-parole Jeunesse au sein de la Cocof pour une meilleure application des mesures sanitaires, d'un seul organisme qui fixe les règles relevant de cette compétence, Alpha/Fle : nécessité de mettre en place des cours individuels parallèlement aux cours collectifs, prise en compte de l'évolution des projets de Cohésion sociale sur le terrain (reconfiguration des pratiques, subjectivité et état psychologique des publics, mobilité...), meilleur accompagnement vers la transition numérique, organisation d'activités récréatives et de réappropriation de l'espace public après la pandémie (nécessité de retisser du lien social)...

Enseignements

Les quelques 250 difficultés répertoriées cette année dans le rapportage associatif mettent en lumière les obstacles auxquels ont été confrontés les membres-opérateurs confondus à deux confinements successifs, à la mise à l'arrêt brusque de leurs activités, à des cas avérés de Covid, à la fermeture des locaux, à une succession de mesures sanitaires assez strictes et bousculant tous leurs points de repères. Entre satisfaction pour un pouvoir subsidiant resté alerte, octroyant des subventions extraordinaires dans un contexte peu ordinaire et la remontrance à l'endroit de normes sanitaires successives, peu adaptées à des publics jeunes, peu concertées avec les membres-opérateurs, parfois incohérentes entre secteurs d'activité (One, Jeunesse, Cohésion sociale, Centre culturel), les travailleurs ont dû réinventer leurs pratiques entre le caractère inédit des événements, la fracture numérique, la fatigue morale et psychologique des publics (et des encadrants) et la forte demande d'accompagnement social des usagers.

Parmi ces difficultés et dans la prolongation des enseignements tirés de l'état des lieux réalisé par la Coordination locale en mai 2020, il faut souligner trois types de d'obstacles réclamant des moyens humains et financiers supplémentaires : *une jeunesse déphasée et en décrochage scolaire, la fracture numérique et la nécessité d'une meilleure adéquation entre les subventions extraordinaires octroyés pour répondre à la crise et leur efficacité.*

Jeunesse déphasée et décrochage scolaire : 26 énoncés alertent les pouvoirs publics contre la vulnérabilité d'une jeunesse privée du jour au lendemain de sorties, pratiques culturelles et liens sociaux, recluse chez elle au milieu de parents angoissés, en décrochage scolaire, délaissant l'apprentissage parce qu'assurée de passer d'office, non préparée à la reconversion numérique et distancielle des cours, dépourvue de matériel informatique, évoluant dans des familles nombreuses, des logements trop petits et détachée de la routine inscrivant l'élève dans une continuité pédagogique mésestimée par le jeune jusqu'à la fermeture des écoles. D'autant que les 6 énoncés soulignant l'isolement et le manque d'uniformité des mesures transmises à l'école ne facilitent pas la tâche à des encadrants confrontés à l'organisation de matières scolaires différentes d'une école à une autre, au retard scolaire cumulé chez certains jeunes sans remédiation prévue à l'école, à la rupture des rythmes d'apprentissage, à la surcharge qui pèse sur certains jeunes accablés de travail scolaire ou à l'impossibilité d'entrer en contact avec l'école. D'autres encore soulignent les frictions entre jeunes et policiers dans certains quartiers, l'explosion des amendes administratives, la dépendance aux écrans, l'impossibilité de faire respecter les consignes en distanciel, l'échec scolaire préoccupant des deuxièmes et sixièmes primaires, la défection d'une jeunesse que même les visites à domicile n'arrivent pas à refidéliser à l'association. Si la subvention extraordinaire (renforcement des projets de soutien scolaire) a permis à certains opérateurs de recruter des permanents et bénévoles supplémentaires, de soutenir la transition numérique, d'offrir une aide individuelle, des ateliers supplémentaires, d'étendre l'offre en soutien scolaire, la nécessité d'une action intégrée à l'endroit d'une jeunesse déphasée par les deux confinements semble aujourd'hui incontournable. Notamment des actions qui permettront la verbalisation des vécus, de retisser du lien à la base d'activités socio-créatives, conviviales et citoyennes, de soutenir une meilleure coordination entre l'école et les acteurs de terrain et surtout, de réinvestir dans certains quartiers le travail social individuel (éducateur de rue, coaching individuel, professeur particulier, parrainage...) afin de renforcer les capacités du jeune.

Fracture numérique : avec plus de 40 énoncés, la fracture numérique et la transition vers les technologies numériques restent un obstacle structurel en contexte de pandémie. Globalement, ces difficultés sont de trois ordres : indisponibilité ou inadaptation du matériel informatique (connexion internet défectueuse, pas d'ordinateur à la maison, une seule tablette pour une famille nombreuse...), absence de compétences numériques - notamment les publics Alpha débutant - (logiciels et applications, multimédias, bureautique, traitement de texte...) et manque de ressources à l'endroit de la formation aux technologies numériques (répertoire des structures formant aux technologies numériques, formations ciblées sur les plateformes d'enseignement, organisme accompagnant les dynamiques d'autoformation dans l'association, information sur les opportunités à saisir en matière de financement de matériel informatique...). Il faut cependant se réjouir que la subvention de 3.000 à 10.000 euros octroyée pour le renforcement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur Cohésion sociale a permis à beaucoup d'acteurs de terrain de renouveler leur matériel informatique, d'équiper l'association de tablettes, PC, portables, webcams, clés USB profitant d'une part à des publics dépourvus de matériel à la maison, d'autre part, à des encadrants qui pour une partie d'entre eux, ont pu assurer des cours distanciels grâce à ces moyens, recruter un informaticien, se rabattre vers du matériel conditionné, passer au télétravail, créer un espace public numérique dans l'association, confier des tablettes aux apprenants. Il faut alors considérer que ce subventionnement

extraordinaire était fort attendu, qu'il répond à une demande effective et qu'il a eu un impact réel sur la transition numérique au sein des associations.

Subventions extraordinaires et efficacité du dispositif de Cohésion sociale : les 21 énoncés alertant les pouvoirs publics contre les difficultés financières, de communication et d'organisation, plus fortement encore, les besoins et recommandations repris dans les rapportages, tendent à démontrer qu'il ne suffit pas de renflouer le secteur pour que ces moyens génèrent de bonnes pratiques, des mesures efficaces, du moins si on appréhende ces opportunités en termes de mutualisation des ressources, de performativité des pratiques et de réponses adaptées aux difficultés du terrain. Ainsi, si la subvention extraordinaire dédiée au renforcement des projets de soutien scolaire a permis à certains opérateurs de recruter du personnel supplémentaire, d'élargir l'offre de soutien scolaire, de développer de nouveaux ateliers ; d'autres n'ont eu d'autre alternative que de rembourser un montant encadré par des mesures compliquant le recrutement d'un professionnel depuis que le contrat « travailleur associatif » n'est plus en usage dans le secteur (janvier 2021). À ce titre, un corps de psychologues détachés par la Cocof dans les associations aurait certainement soutenu le secteur. De même, la gestion dans l'urgence du projet associatif pour s'adapter aux mesures sanitaires a quelque peu malmené un secteur qui aurait pu s'organiser plus efficacement s'il avait été consulté au préalable. Enfin, les recommandations émises dans les rapports donnent à voir des responsables de projets en attente d'une collaboration plus forte avec l'école et les pouvoirs publics, de pouvoir combiner le distanciel et présentiel dans la durée, de poursuivre l'apprentissage en individuel avec les apprenants, d'une plateforme mettant des détachés pédagogiques financés par la Cocof à la disposition des associations (surcharge de travail), de la désignation d'un porte-parole Jeunesse au sein de la Cocof et d'un seul organisme qui fixe les règles relevant de cette matière pour une meilleure application des mesures sanitaires, d'un allègement de la charge administrative liée aux procédures justificatives, de récupérer les montants non utilisés pour financer les activités suspendues par le confinement, des initiatives plus adaptées aux réglementations en vigueur, d'une meilleure coopération entre opérateurs de différents dispositifs publics (Jeunesse, Cohésion sociale, secteur culturel). Ces allers-retours entre acteurs de terrain et pouvoir subsidiant, lignes de financement et mise en œuvre des projets pourrait consolider à la longue une politique de Cohésion sociale effective, adaptée continuellement au sens pratique des porteurs de projets et aux pratiques de terrain.

COÖRDINATIE VAN DE ACTIES VOOR SOCIALE COHESIE IN DE STAD BRUSSEL

JAARVERSLAG 2020

SAMENVATTING VAN DE JAARVERSLAGEN VAN VERENIGINGEN VOOR
PROJECTEN INZAKE SOCIALE COHESIE

In totaal doet het gemeentelijk contract 45 prioritaire acties aan. 26 onderwijsondersteuningsacties (58% van alle acties), 15 alfabetiserings-/FVT-acties (33% van alle acties), 4 acties voor samenleven (sociaal-cultureel instrument) en 2 acties voor samenleven (sensibilisering van interculturaliteit).

In de *ministeriële omzendbrief betreffende de evaluatieprocedures van het beleid inzake sociale cohesie 2016-2020* worden de modaliteiten van de "minimale evaluatie" op het gebied van sociale cohesie vastgesteld. In 2020 moesten de verenigingen en de Lokale coördinatie verslag uitbrengen over vier kwesties die rechtstreeks verband houden met de "gezondheids crisis":

1. Welke moeilijkheden hebt u in de context van de gezondheids crisis ondervonden bij de uitvoering van uw acties ter bevordering van de sociale samenhang?

2. Wat hebt u gedaan om deze moeilijkheden te overwinnen? Hebt u nieuwe behoeften bij uw publiek vastgesteld als gevolg van de context? Wat hebt u gedaan om hieraan tegemoet te komen?

3. Voor de vzw's die een uitzonderlijke subsidie hebben ontvangen van het COVID-19-FONDS, gelieve toe te lichten hoe deze maatregelen een toegevoegde waarde hebben gehad voor uw project inzake sociale cohesie. Wat hebt u concreet ingevoerd? Leg uit.

3.1 Uitzonderlijke subsidie van € 14.469,00 ter versterking van prioriteit 1 "ondersteuning en begeleiding van schoolgaande kinderen".

3.2 Uitzonderlijke subsidie voor de versterking van NICT.

- Hoe voldeed de aangeschafte computerapparatuur aan de behoeften van de begunstigden?

- Zijn er opleidingsbehoeften vastgesteld voor werkers/opleiders en/of het publiek? Zo ja, hebt u een opleidingsorganisatie gevonden die in deze behoefte zou kunnen voorzien? Zo ja, welke? Hebt u al een opleiding bij deze organisatie gevolgd?

4. Hebt u, afgezien van de door het COCOF-college genomen maatregelen, nog andere aanbevelingen voor ons?

1. Welke moeilijkheden hebt u in de context van de gezondheidscrisis ondervonden bij de uitvoering van uw acties ter bevordering van de sociale samenhang?

Onderwijsondersteuning (P1): meer dan 147 moeilijkheden zijn dit jaar door de onderwijsondersteuningsactoren vastgesteld. Vijf moeilijkheidscategorieën zijn goed voor iets minder dan twee derde van de gemelde problemen: *jeugd, vroegtijdige schoolverlating en kwetsbaarheid* (26 meldingen), *digitale kloof* (24 meldingen), *restrictieve gezondheidsmaatregelen* (14 meldingen), *angst, geestelijke gezondheid en verzwakte sociale banden* (14 meldingen), *sluiting van lokalen en opschorting van activiteiten* (12 meldingen). Deze bevindingen sluiten aan bij de lessen die zijn getrokken uit de inventarisatie van de projecten van Sociale cohesie en het IFMB, die in mei 2020 is uitgevoerd door de Lokale coördinatie, waar schooluitval en de digitale kloof onvermijdelijke obstakels in het veld waren. Het huidige verslag bevestigt het idee van een gemeenschap jongeren die bijzonder verzwakt zijn door de pandemie, zowel psychologisch als wat betreft het gebrek aan alternatieven voor schoolverlating, waar zowel de vertegenwoordigers van verenigingen als de gezinnen onder te lijden hebben.

Alfabetisering/FVT (P2): 61 moeilijkheden werden vastgesteld door alfabetiserings-/FVT-actoren. In grote lijnen gebaseerd op de bevindingen van de onderwijsondersteuningsactoren, zijn vier moeilijkheidscategorieën goed voor iets minder dan twee derde van de problemen: *digitale kloof* (15 meldingen), *sluiting van lokalen en opschorting van activiteiten* (9 meldingen), *financiële, communicatie- en organisatorische problemen* (9 meldingen) en *omschakeling van activiteiten op afstand* (5 meldingen). Terwijl de beperkingen in verband met de gezondheidsmaatregelen sterker werden gevoeld door de onderwijsondersteuningsactoren, met name wat betreft de aanpassing van de Jeugd-activiteiten aan spartaanse sanitaire normen, wijzen de alfabetiserings-/FVT-studiekrachten meer op het gebrek aan infrastructuur en aangepaste lokalen voor de toepassing van de normen inzake sociale afstand.

2. Wat hebt u gedaan om deze moeilijkheden te overwinnen? Hebt u nieuwe behoeften bij uw publiek vastgesteld als gevolg van de context? Wat hebt u gedaan om hieraan tegemoet te komen?

Onderwijsondersteuning (P1): om hun moeilijkheden te overwinnen, doen de onderwijsondersteuningsactoren in het algemeen een beroep op een reeks acties die in 20 categorieën kunnen worden gegroepeerd: *bewustmakingsactie* (1 melding), *ondersteuningsactie voor ouders* (11 meldingen), *actie gericht op een specifieke groep* (3 meldingen), *aanpassing van groepen en praktijken aan gezondheidsmaatregelen* (14 meldingen), *materiële of pedagogische bijstand* (7 meldingen), *individuele aanpak of follow-up* (8 meldingen), *schrijfworkshop en burgeractie* (2 meldingen), *dialogoog en psychologische ondersteuning* (8 meldingen), *terbeschikkingstelling van infrastructuur en nieuwe lokalen* (2 meldingen), *inventarisatie, intervisie of methodologische omschakeling van praktijken* (7 meldingen), *uitbreiding of aanpassing van de openingsuren* (3 meldingen), *bestrijding van de digitale kloof* (24 meldingen), *aanbieden van extra cursussen: remediëring, module, workshop* (11 meldingen), *gebruikmaking van een specifiek pedagogisch instrument* (1 melding), *projectpartnerschap of beroep op externe hulp* (7 meldingen), *sociale permanentie* (6 meldingen), *omschakeling van cursussen en praktijken op afstand* (8 meldingen), *gebruik van opleiding en telewerken* (7 meldingen), *gebruik van videoconferenties en multimedia* (7 meldingen), *versterking van personele middelen* (2 meldingen), *aankoop van sanitair materiaal* (1 melding), *toevlucht tot externe uitstapjes* (3 meldingen).

Alfabetisering/FVT (P2): in dezelfde zin als de onderwijsondersteuning, proberen de alfabetiserings-/FVT-actoren hun moeilijkheden te overwinnen door zich te baseren op een vijftiental categorieën van acties: *ondersteuningsactie voor ouders (1 melding) actie gericht op een specifieke groep (2 meldingen) materiële of pedagogische bijstand (2 meldingen), individuele aanpak en follow-up (7 meldingen), schrijfworkshop en burgeractie (2 meldingen), projectpartnerschap of beroep op externe hulp (2 meldingen), dialoog en psychologische ondersteuning (3 meldingen), terbeschikkingstelling van infrastructuur en lokalen (2 meldingen), empowerment en versterking van verzelfstandiging van doelgroepen (2 meldingen), inventarisatie, intervisie, methodologische omschakeling van de praktijken (2 meldingen), uitbreiding of aanpassing van de openingsuren (2 meldingen), bestrijding van de digitale kloof (14 meldingen), sociale permanentie (6 meldingen), omschakeling van cursussen en praktijken op afstand (9 meldingen), gebruik van opleiding of telewerken (4 meldingen), gebruik van videoconferenties en multimedia (10 meldingen), versterking van personele middelen (1 melding).*

Samenleven (P4A-P4B): vier leden-actoren ontwikkelen samenlevingsacties op het gemeentelijk grondgebied. Twee projecten voor de productie en de verspreiding van sociaal-culturele instrumenten, twee projecten voor de bewustmaking van de interculturaliteit.

a) Het project "Théâtre et vivre ensemble" brengt jongeren uit de Anneessens-wijk samen rond toneelvoorstellingen, ontmoetingen, openbare voorstellingen of buurtfeesten.

b) Het "Médiacité"-project is een sociaal-artistiek burgerinitiatief dat wordt geleid door enkele adolescenten uit de Anneessens-wijk met als doel een kritisch debat op gang te brengen en deze jongeren vertrouwd te maken met fotografie en audiovisuele technieken.

c) Het project "Dimanche à la maison": één zondagmiddag om de twee maanden biedt het Huis van de Creatie ('Maison de la Création') van het Cultureel Centrum BXL Noord de mogelijkheid aan gezinnen in Laken om elkaar te ontmoeten in een tijd-ruimte waar zij zich kunnen ontspannen, kunnen deelnemen aan workshops artistieke expressie, spelletjes kunnen spelen, een voorstelling kunnen bijwonen enz.

d) Een project van initiatie tot interculturele dialoog en van burgersensibilisering, rond verschillende activiteiten: Festival Marolles Ma DiverCité, theater, burgeracties.

Ondervonden moeilijkheden: door de sluiting van de culturele centra en het verbod op bijeenkomsten in de openbare ruimte werden de samenlevingsprojecten gedwongen hun activiteiten op te schorten of een andere vorm aan te nemen.

In het algemeen werden deze acties geconfronteerd met de volgende moeilijkheden: bevestigde gevallen van coviditeit, sluiting van culturele centra, theaterworkshops onderbroken door de lockdown, jongeren op de proef gesteld door de sluiting van de culturele sector, geloof in complottheorieën, wrijvingen tussen jongeren en politieagenten, moeilijke aanpassing van jongeren aan werk op afstand (ontmoediging, benauwdheid, gebrek aan technische vaardigheden), verwaarlozing van cultuur in het kader van de pandemie, ingewikkelde communicatie met het publiek: getrouwheid, verplaatsingen, aanwezigheid bij evenementen gehandhaafd enz.

Alternatieven voor de ondervonden moeilijkheden: om hun moeilijkheden te overwinnen moesten de actoren van de samenlevingsprojecten zichzelf opnieuw uitvinden: het maken van videoclips die op sociale media werden geplaatst, schrijfworkshops, herbestemming van de

openbare ruimte (buitenconcerten, verzamelingen van beeldende kunstcreaties, tentoonstellingen), wekelijkse rondgang bij buurtverenigingen om de stand van zaken op te maken, gebruik van sociale media om te communiceren, specifiek op jongeren van 12 jaar gerichte workshops, zoektocht naar nieuwe partners, individuele follow-up van schoolverlaters, bemiddeling en dialoog met de politie, voortzetting van het theater via videoconferentie, sensibilisering voor verkeerde informatie enz.

Behoeften van de gemeentelijke actoren: ondanks de uitzonderlijke subsidies van de COCOF, die in het algemeen door de leden-actoren zeer op prijs werden gesteld, werd in bepaalde behoeften niet voorzien: de behoefte aan ruime lokalen aangepast aan de gezondheidsmaatregelen, aan computeruitrusting en opleiding in digitale technologieën, aan een rustige werkruimte thuis, aan sociale permanentie, aan het weer opzetten van face-to-face-activiteiten, aan een sterkere samenwerking tussen de school en de actoren op het terrein, aan steun voor jongeren (schoolbegeleiding, culturele activiteiten, psychologische gezondheid), aan economische en voedselsteun voor preciaire gezinnen, aan meer buitenschoolse activiteiten voor kinderen, aan resocialisatie van volwassenen, aan sensibilisering van de overheid voor uitbuiting op het werk enz.

3. Voor de vzw's die een uitzonderlijke subsidie hebben ontvangen van het COVID-19-fonds, gelieve toe te lichten hoe deze maatregelen een toegevoegde waarde hebben gehad voor uw project inzake sociale cohesie.

- De buitengewone subsidie van € 1.137,77 (Besluit 2020/751) werd hoofdzakelijk gebruikt voor de aankoop van klein materiaal, hygiëne- en sanitaire uitrusting.

- De subsidie voor de oproep tot het indienen van projecten "versterking van de sociale cohesie" (Besluit 2020/1076) heeft steun verleend aan 14 initiatieven door verenigingen rond drie prioriteiten: bestrijding van schooluitval, bestrijding van de digitale kloof, versterking van de sociale permanentie en projecten voor sociale cohesie.

- De buitengewone subsidie van € 14.469 (Besluit 2020/1376) die alleen aan de uitvoerders van projecten voor onderwijsondersteuning is toegekend, werd voornamelijk gebruikt om de personele middelen te versterken.

- De subsidie van € 3.000 tot € 10.000 voor de versterking van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën (NICT) (Besluit 2020/1375) werd hoofdzakelijk gebruikt voor de aankoop van computerapparatuur en de bestrijding van de digitale kloof.

4. Zijn er opleidingsbehoeften vastgesteld voor werkers/opleiders en/of het publiek? Zo ja, hebt u een opleidingsorganisatie gevonden die in deze behoefte zou kunnen voorzien?

Wat opleiding betreft, is er, zoals te verwachten viel, een grote vraag naar meer vaardigheden om de digitale kloof te bestrijden. Concreet wordt in de sector gedacht aan opleidingen in telewerken, in werken met alfabetiseringsgroepen, in digitale toepassingen en platforms, in tekstverwerking, in buroticamaterieel, een lijst van organisaties die opleidingen geven in digitale technologieën, de valkuilen en gevaren van computertechnologie, beeldschermverslaving, alsmede opleidingen in management, participatief onderwijs, toezicht op goede verenigingspraktijken en begeleiding bij zelfstudie.

4. Hebt u, afgezien van de door het COCOF-college genomen maatregelen, nog andere aanbevelingen voor ons?

De aanbevelingen van de verenigingsactoren aan de subsidiërende autoriteiten zijn van drieërlei aard.

- **Acties ter versterking van de vaardigheden en ter verbetering van de samenwerking in de sector:** uitwisseling van goede praktijken en collectieve videoconferenties, inventarisatie van opleidingen op het gebied van digitale technologieën, inventarisatie van digitale openbare ruimten, gezamenlijk initiatief dat de leden van de sociale, sociaal-culturele en onderwijssector bijeenbrengt met het oog op een efficiënt beheer van de gezondheidscrisis, virtueel overleg tussen inwoners en professionals om hun persoonlijke ervaringen uit te wisselen, logistieke en methodologische ondersteuning van de actoren via de oprichting van overlegcomités, coördinatie en een grotere bundeling van de beschikbare middelen (ruimte en lokalen) enz.

- **Aan de gezondheidscrisis aangepaste maatregelen:** steun aan kwetsbare groepen in het licht van de digitale kloof en sociale bijstand, verhoging van de financiële middelen voor de sector om gelijke kansen te garanderen, omzetting van de financiële middelen in verband met COVID-19 (buitengewone subsidies) in structurele subsidies, project (P4): gebruik van ongebruikte middelen voor de financiering van initiatieven die zijn aangepast aan de geldende voorschriften, verlichting van de administratieve overbelasting in verband met de indiening van bewijsstukken, economische en voedselsteun voor preciaire gezinnen in volksbuurten, uitbreiding van het toepassingsgebied van de dienstencheques naar de schoonmaak van verenigingslokalen, behoud van gesubsidieerd personeel tijdens de gezondheidscrisis om het verenigingswerk te consolideren, versoepeling van de COCOF wat betreft de administratieve vereisten en de aard van de gedane uitgaven enz.

- **Tekortkomingen van het systeem van sociale cohesie:** sterkere en duurzamere samenwerking tussen scholen en verenigingen, noodzaak om de opleiding van volwassenen te handhaven in een aanbod waarin afstandswerk en face-to-facewerk worden gecombineerd, oprichting van een platform dat mobiel en bekwaam gedetacheerd personeel, gefinancierd door de COCOF, ter beschikking stelt van de verenigingen (te hoge werkdruk), aanwijzing van een Jeugd-woordvoerder binnen de COCOF voor een betere toepassing van de gezondheidsmaatregelen, oprichting van een enkel orgaan dat de regels vaststelt in het kader van deze bevoegdheid, alfabetisering/FVT: noodzaak om naast de groepslessen ook individuele cursussen op te zetten, rekening houdend met de evolutie van de projecten van Sociale cohesie op het terrein (herconfiguratie van de praktijken, subjectiviteit en psychologische toestand van de burgers, mobiliteit enz.), betere ondersteuning van de digitale overgang, organisatie van recreatieve activiteiten en het opnieuw in gebruik nemen van de openbare ruimte na de pandemie (noodzaak om de sociale banden opnieuw te verweven) enz.

Leringen

De ongeveer 250 moeilijkheden die dit jaar in het verenigingsverslag worden opgesomd, vestigen de aandacht op de obstakels waarmee de leden-actoren te kampen hadden bij twee opeenvolgende lockdowns, de abrupte stopzetting van hun activiteiten, bevestigde gevallen van COVID-19, sluiting van lokalen en een opeenvolging van vrij strenge gezondheidsmaatregelen die al hun referentiepunten in de war brachten. Tussen de voldoening over een subsidiërende overheid die alert bleef en buitengewone subsidies toekende in een ongewone context, en de vermaning over de opeenvolgende sanitaire normen, die weinig aangepast waren aan jongeren, waarover weinig

werd overlegd met de leden-actoren en die soms onsamenhangend waren tussen de activiteitssectoren (ONE, Jeugd, Sociale Cohesie, Cultureel Centrum), moesten de werkers hun praktijken opnieuw uitvinden tussen volstrekt nieuwe evenementen, de digitale kloof, de morele en psychologische vermoeidheid van het publiek (en van de begeleiders) en de sterke vraag naar sociale steun van de gebruikers.

Van deze moeilijkheden, en in overeenstemming met de lessen die zijn getrokken uit de evaluatie die de Lokale coördinatie in mei 2020 heeft verricht, moeten drie soorten obstakels die extra personele en financiële middelen vergen, worden belicht: *vervreemde jongeren en vroegtijdige schoolverlaters, de digitale kloof en de noodzaak van een betere afstemming tussen de buitengewone subsidies die zijn toegekend om de crisis aan te pakken en de doeltreffendheid ervan.*

Vervreemde jongeren en schooluitval: 26 meldingen wijzen de overheid op de kwetsbaarheid van jongeren die van de ene dag op de andere verstoken blijven van uitstapjes, culturele praktijken en sociale banden, die thuis opgesloten zitten bij angstige ouders, die de school voortijdig verlaten, die het leren opgeven omdat ze er zeker van zijn dat ze automatisch zullen overgaan, die niet voorbereid zijn op digitaal en afstandsonderwijs, die geen computeruitrusting hebben, die uit grote gezinnen komen, in te kleine woningen wonen en die losgekoppeld zijn van de routine waarin de leerling inhaakt op een pedagogische continuïteit die door de jongeren onderschat wordt tot op het moment dat de scholen sluiten. Dit geldt des te meer daar de 6 meldingen van isolement en het gebrek aan uniformiteit van de aan de school doorgegeven maatregelen de taak van de begeleiders niet vergemakkelijken, die geconfronteerd worden met de organisatie van de van school tot school verschillende vakken, met de opstapeling van leerachterstand bij bepaalde jongeren zonder geplande remediëring op school, met de onderbreking van het leertempo, met de overbelasting die op bepaalde jongeren weegt, die overstelpt worden met schoolwerk of met de onmogelijkheid om contact met de school te leggen. Anderen wijzen op de wrijvingen tussen jongeren en politieagenten in bepaalde wijken, de explosieve toename van administratieve boetes, de beeldschermafhankelijkheid, de onmogelijkheid om instructies op afstand te doen naleven, het verontrustende falen van tweede- en zesdejaars leerlingen van de lagere school, het niet-opdagen van jongeren die er zelfs bij huisbezoeken niet in slagen hun trouw aan de vereniging te herbevestigen. Hoewel de buitengewone subsidie (versterking van de schoolondersteuningsprojecten) sommige actoren in staat heeft gesteld extra vast personeel en vrijwilligers aan te werven, de digitale overgang te ondersteunen, individuele hulp en extra workshops aan te bieden en het schoolondersteuningsaanbod uit te breiden, lijkt de noodzaak van een geïntegreerde actie ten behoeve van door de twee lockdowns vervreemde jongeren thans onvermijdelijk. Het gaat met name om acties die het mogelijk maken ervaringen te verwoorden, banden te herstellen op basis van sociaal-creatieve, gezellige en burgeractiviteiten, een betere coördinatie tussen de school en de actoren op het terrein te ondersteunen en vooral opnieuw te investeren in individueel sociaal werk in bepaalde wijken (straathoekwerker, individuele begeleiding, privéleraar, peterschap enz.) om de verzelfstandiging van de jongere te versterken.

Digitale kloof: met meer dan 40 vaststellingen blijven de digitale kloof en de overgang naar digitale technologieën een structureel obstakel in de context van de pandemie. In het algemeen zijn deze moeilijkheden van drieërlei aard: onbeschikbaarheid of ongeschiktheid van computerapparatuur (gebrekkige internetverbinding, geen computer thuis, slechts één tablet voor een groot gezin enz.), gebrek aan digitale vaardigheden - met name voor beginnende

alfabetiseringsgroepen - (software en applicaties, multimedia, burotica, tekstverwerking enz.) en gebrek aan middelen voor opleiding in digitale technologieën (lijst van structuren die opleidingen in digitale technologieën aanbieden, opleidingen gericht op onderwijsplatforms, organisatie ter ondersteuning van de dynamiek van zelfstudie in de vereniging, informatie over de aan te grijpen opportuniteiten voor de financiering van computerapparatuur enz.). Het is echter toe te juichen dat de subsidie van € 3.000 tot € 10.000 die wordt toegekend voor de versterking van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën (NICT) in de sector van de sociale cohesie talrijke actoren in het veld in staat heeft gesteld hun computeruitrusting te vernieuwen, de vereniging uit te rusten met tablets, pc's, laptops, webcams en usb-sticks, wat enerzijds ten goede komt aan mensen die thuis niet over apparatuur beschikken, anderzijds aan de begeleiders die, voor sommigen onder hen, dankzij deze middelen cursussen afstandsonderwijs konden aanbieden, een informaticaspecialist konden aanwerven, op geconditioneerde apparatuur konden overschakelen, op telewerk konden overschakelen, een digitale openbare ruimte in de vereniging konden creëren, en tablets aan de leerlingen konden toevertrouwen. We kunnen dus stellen dat reikhalzend naar deze buitengewone subsidiëring werd uitgekeken, dat ze beantwoordt aan een reële vraag en dat ze een reële impact heeft gehad op de digitale omschakeling in de verenigingen.

Buitengewone subsidies en de doeltreffendheid van het systeem van sociale cohesie: de 21 meldingen waarin de overheid wordt gewezen op de financiële, communicatie- en organisatorische moeilijkheden, en nog sterker, de behoeften en aanbevelingen in de verslagen, lijken aan te tonen dat het niet volstaat de sector te redden om met deze middelen goede praktijken en doeltreffende maatregelen op te zetten, tenminste als deze mogelijkheden worden gezien in termen van bundeling van middelen, doeltreffendheid van praktijken en antwoorden die zijn aangepast aan de moeilijkheden op het terrein. Terwijl de buitengewone subsidie ter versterking van de schoolondersteuningsprojecten sommige actoren in staat heeft gesteld extra personeel aan te werven, het onderwijsondersteuningsaanbod uit te breiden en nieuwe workshops te ontwikkelen, hebben anderen geen andere keuze gehad dan een bedrag terug te betalen door maatregelen die de aanwerving van een professional bemoeilijken, aangezien het contract van "verenigingswerker" in de sector niet langer in gebruik is (januari 2021). In dit opzicht zou een groep van door de COCOF bij de verenigingen gedetacheerde psychologen de sector zeker hebben gesteund. Ook het noodbeheer van het verenigingsproject voor de aanpassing aan de gezondheidsmaatregelen is enigszins ontwrichtend geweest voor een sector die zich beter had kunnen organiseren als hij van tevoren was geraadpleegd. Tot slot blijkt uit de aanbevelingen in de verslagen dat de projectleiders wachten op een nauwere samenwerking met de school en de overheid, de mogelijkheid om afstandswerk en face-to-facewerk in de loop van de tijd te combineren, de voortzetting van het één-op-één-leren met de leerlingen, een platform dat door de COCOF gefinancierde onderwijsassistenten ter beschikking stelt van de verenigingen (te hoge werkdruk), de benoeming van een Jeugd-woordvoerder binnen de COCOF en de oprichting van een enkel orgaan dat de regels op dit gebied vaststelt voor een betere toepassing van de gezondheidsmaatregelen, een vermindering van de administratieve last in verband met ondersteunende procedures, de terugvordering van bedragen die niet zijn gebruikt voor de financiering van activiteiten die door de lockdown zijn opgeschort, initiatieven die beter zijn aangepast aan de geldende voorschriften, een betere samenwerking tussen de actoren van verschillende overheidssystemen (Jeugd, Sociale cohesie, culturele sector). Deze heen-en-weerbeweging tussen de actoren op het terrein en de subsidiërende overheid, de financiële middelen en de uitvoering van de projecten zou op termijn

kunnen leiden tot de consolidatie van een doeltreffend beleid voor sociale cohesie, dat voortdurend wordt aangepast aan de praktische zin van de projectdragers en aan de praktijk op het terrein.